

Lycées en transition : 150 lunch boxes distribuées au lycée des Pontonniers

Elsa Schalck, Vice-présidente en charge de la Jeunesse, de l'Orientation, de l'Engagement, de la Citoyenneté et de la Démocratie territoriale de la Région Grand Est, **Philippe Fussler**, Proviseur du lycée international des Pontonniers, ont distribué 150 boîtes repas aux élèves du lycée, en présence de l'association Zéro Déchet Strasbourg, de professeurs et de commerçants engagés, ce **jeudi 5 avril 2018** à Strasbourg.

Le lycée des Pontonniers ne disposant pas de restaurant scolaire, la majorité des 1 050 élèves achètent un repas à l'extérieur pour ensuite déjeuner dans l'enceinte du lycée. Cette pratique génère une quantité significative de déchets qui coûte à l'établissement des frais de 8 000 euros annuellement¹ pour la collecte des bacs à ordures. Afin de diminuer considérablement les déchets, l'établissement a lancé en collaboration avec la Région Grand Est et l'association environnementale [Zéro Déchet Strasbourg](#), le projet « déjeuner Zéro Déchet », pour sensibiliser les lycéens à la réduction des déchets et à l'équilibre alimentaire.

Ce dispositif financé à hauteur de 3 600 euros par la Région consiste notamment à distribuer, à titre gratuit, des lunch boxes afin que les jeunes puissent apporter des repas faits maison ou se faire servir le déjeuner directement dans la boîte. Deux modèles de lunch box sont proposés aux élèves, l'un d'une capacité de 1,75l avec compartiments et sac isotherme personnalisé, l'autre de 0,8l personnalisé, garantis sans BPA² et adaptés au micro-onde et au lave-vaisselle. Pour que le projet puisse voir le jour, la Région et l'association ont rencontré plusieurs commerçants strasbourgeois afin de présenter cette action et ont soumis un questionnaire aux élèves afin de cerner leurs pratiques alimentaires, leur sensibilité à la réduction des déchets, mais aussi leur motivation à changer leurs habitudes de consommation.

Le projet prévoit également l'organisation d'animations autour de la thématique des déchets (type de déchets, tri sélectif, etc.) ainsi que des ateliers de sensibilisation au mode de vie zéro déchet. Ces actions sont conduites par l'association Zéro Déchet Strasbourg, antenne locale de l'association Zero Waste France. Parmi ses différentes missions de sensibilisation, l'association porte le projet « mon commerçant m'emballage durablement », qui vise à encourager les consommateurs à utiliser et, par conséquent les commerçants à accepter, les contenants réutilisables.

Véritables sujets de société, le développement durable, l'éco-responsabilité et les actions de sensibilisation ont pris une place importante au sein des collectivités, des entreprises mais aussi des établissements scolaires. Le développement durable bénéficie d'une attention toute particulière de la Région Grand Est, qui a l'ambition d'accompagner ses lycées dans une trajectoire de transition écologique. Avec la démarche « lycées en transition », lancée à la rentrée scolaire dernière, la Région soutient ainsi le lycée des Pontonniers dans ses projets de sensibilisation au développement durable auprès de ses élèves.

CONTACT PRESSE

Gaëlle Tortil-Texier
06 78 79 93 36 / 03 88 15 69 84
presse@grandest.fr
gaelle.tortil-texier@grandest.fr

¹ données 2016

² bisphénol A

LA RÉGION ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Lors de la rentrée scolaire 2017, la Région Grand Est a lancé la démarche « lycées en transition » qui a notamment pour objectifs de :

- optimiser l'usage des ressources régionales en réduisant l'impact environnemental de chaque décision,
- contribuer à la qualité de vie et à la santé des usagers du lycée, en accompagnant ces derniers dans la mise en œuvre d'actions concrètes au sein de leur établissement,
- accompagner les jeunes vers la citoyenneté grâce aux actions éducatives et à l'engagement de leur lycée dans une démarche de développement durable,
- développer les liens entre les lycées et leur territoire.

Cette démarche se décline en six axes afin de permettre aux lycées de tendre vers une consommation durable : alimentation durable, gestion optimisée des déchets, gestion écologique des espaces extérieurs, des bâtiments, gestion des ressources en eau et en énergie et mobilité douce. Mise en œuvre dans le cadre de Conventions d'objectifs et de moyens passées entre chaque établissement scolaire, le Rectorat, la DRAAF et la Région, cette démarche permet d'assurer un accompagnement technique et pédagogique transversal aux lycées du Grand Est.

ALIMENTATION DURABLE

Lutter contre le gaspillage alimentaire est d'autant plus important que cela permet de générer des économies qui peuvent ensuite être réinvesties dans des produits de meilleure qualité, biologiques et locaux. Cette lutte constitue en effet un enjeu majeur, notamment financier : on estime qu'une restauration peut tendre vers une réduction de 10% du budget consacré à l'achat des denrées si elle s'attèle à lutter contre le gaspillage alimentaire.

La Région s'est donné pour objectifs de réduire à moins de 150g/personne les bio-déchets de restauration en 2 ans minimum, d'augmenter significativement la part de produits locaux et biologiques, d'informer et de sensibiliser la communauté éducative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et aux caractéristiques des produits utilisés, de participer à une dynamique d'amélioration de la qualité des mets, et de privilégier une démarche zéro déchets.

Dans le cadre de cet axe alimentation durable, la Région a répondu à l'appel à projet « lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire » de l'ADEME et de la DRAAF, qui concerne 50 établissements volontaires dont 28 d'entre eux ont débuté leur démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire. Ces établissements ont, dans un premier temps, réalisé un diagnostic au sein de la restauration collective. Puis, au cours de l'année 2018-2019, ces lycées bénéficieront d'un investissement lié à la prévention du gaspillage alimentaire, à la pré-collecte ou à la valorisation des bio-déchets. L'investissement, financé par la Région, l'ADEME et la DRAAF, correspondra à un équipement ou à une animation assurée par un intervenant externe. Les 22 autres établissements ont, quant à eux, déjà effectué un diagnostic en interne et ont pu bénéficier d'un investissement pour l'année 2017.



© Pascal Bodez, Région Grand Est